



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DE LA MARTINIQUE

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de l'Intérieur

Représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)- Ordonnateur

M. Le Préfet de la Martinique

Personne habilitée à donner les renseignements article 109 du CMP

Madame la cheffe du SATPN de la Martinique

Conducteur d'opération

Direction d'Infrastructure de la Défense de Fort-de-France

Objet de la consultation

Construction du nouvel hôtel de police de Fort de France

Lot 4: Revêtements

Consultation suite à résiliation du marché initial

Remise des offres

Date et heure limites de réception : **27 mars 2018 à 12h00** (heure locale)

Le présent Règlement de consultation comporte 22 pages, l'annexe n°1 « nomenclature des pièces » et l'annexe n°2 « attestation de mise à disposition »

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – CONTEXTE DE L'OPERATION

- 1-1- Définition des prestations
- 1-2- Désignation des intervenants
 - 1-2-1- Maîtrise d'ouvrage
 - 1-2-2- Conducteur d'opération
 - 1-2-3- Maître d'œuvre
 - 1-2-4- Autres intervenants

ARTICLE 2 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

- 2-1- Cadre réglementaire de la consultation
- 2-2- Etendue et mode de consultation
- 2-3- Durée de validité des offres
- 2-4- Forme juridique de l'attributaire
- 2-5- Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique
- 2-6- Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs
- 2-7- Langue utilisée et unité monétaire
- 2-8- Nomenclature pertinente (code CPV)
- 2-9- Compléments à apporter au cahier des charges
- 2-10- Modification du dossier de consultation
- 2-11- Indemnité de dédit
- 2-11- Renseignements complémentaires

ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

- 3-1- Forme du marché
- 3-2- Allotissement
- 3-3- Tranches
- 3-4- Phases
- 3-5- Variantes
- 3-6- Options
- 3-7- Prestations supplémentaires éventuelles
- 3-8- Assurance décennale et CCRD
- 3-9- Délai d'exécution
 - 3-9-1- Délai d'exécution de la période de préparation du chantier
 - 3-9-2- Délai d'exécution des travaux
- 3-10- Modalités de reconduction
- 3-11- Modalités de financement
- 3-12- Modalités de paiement
- 3-13- Déclaration de sous-traitance

ARTICLE 4 – MODALITES DE RETRAIT ET CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

- 4-1- Modalité de retrait des dossiers
- 4-2- Lieu où l'on peut retirer ou demander les documents
- 4-3- Contenu du DCE

ARTICLE 5 – PRESENTATION DES OFFRES

- 5-1- Généralités
- 5-2- Dossier à produire par les candidats
 - 5-2-1- Dossier de candidature
 - 5-2-2- Dossier offre
 - 5-2-3- Visites sur site
- 5-3- Adresse à laquelle les candidatures / offres doivent être envoyées

ARTICLE 6 – CONDITIONS D’ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES

- 6-1- Le candidat choisit la transmission sous format papier
- 6-2- Envoi par courrier électronique ou sur support physique

ARTICLE 7 – CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

- 7-1- Pondération
 - 7-1-1-La notation du critère prix des prestations
 - 7-1-2-La notation du critère valeur technique des prestations
- 7-2- Classement final

ARTICLE 8 – NEGOCIATION

ARTICLE 9 – MISE AU POINT DU MARCHE

ARTICLE 10 - FIN DE PROCEDURE

ARTICLE 11 – DELAIS ET VOIES DE RECOURS

Article 1	OBJET DE LA CONSULTATION – CONTEXTE DE L'OPERATION
------------------	-----------------------------------------------------------

1-1- Définition des prestations

La consultation concerne les travaux de :

Construction du nouvel hôtel de police de Fort de France (97200).

Lot 4: Revêtements

Consultation suite à résiliation du marché initial

En cours de travaux (hors lot 4), l'entreprise titulaire du lot n°4 - Revêtements - a demandé la résiliation de son marché.

Par décision en date du 08 janvier 2018 le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) a décidé :

- la résiliation de ce marché,
- la relance d'une consultation sur appel d'offres ouvert pour l'attribution d'un nouveau marché.

Prestations globales de l'opération :

L'opération consiste à construire un hôtel de police de 6 637 m² de surface de plancher de locaux tertiaires et un parc de stationnement aérien de 7 740m² de surface dans œuvre, sur un terrain de 5 735m² sur la commune de Fort de France, entre le boulevard du général De Gaulle, la rue du Général Félix Eboué et la rue Redoute Matouba.

Ce bâtiment accueillera plusieurs services de la Police Nationale (DDSP, DIPJ, autres) et du public.

L'établissement est classé en ERP de 5ème catégorie et de type W PS.

Le bâtiment parasismique à structure métallique apparente avec voiles béton en rez-de chaussée comprend un parking silo pour le personnel de 265 places en R+5, des bureaux en R+4 et un parking public de 21 places.

Sans faire l'objet d'une certification HQE, la construction de ce nouvel hôtel de police s'inscrit dans une démarche Haute Qualité Environnementale (HQE) tant au niveau des matériaux que de la réalisation du bâtiment en centre-ville à proximité d'un collège et d'habitations.

Les matériaux mis en œuvre à l'exécution des ouvrages devront être conformes aux documents officiels en vigueur à la date de signature du marché. Les travaux seront exécutés en conformité avec les règles professionnelles contenues dans les codes, normes et différents règlements.

Les marchés de travaux actuellement dévolus sont :

LOT n°	Désignation du lot	Corps d'Etat	Entreprises
1	Gros œuvre	1.1 Fondations spéciales – 1.2 Structure béton – 1.3 Charpente métallique – 1.4 VRD	Groupelement SIMP / Bachy Fondaco / BAUDIN Chateaufort / CDC
2	Clos & couvert	2.1 Façades légères – 2.2 Menuiserie extérieure – 2.3 serrurerie – 2.4 Toitures – 2.5 Etanchéité	SMAC
3	Aménagements intérieurs	3.1 Cloisons et doublages sur ossatures – 3.2 Menuiserie intérieure – 3.3 Faux-plafonds – 3.4 Signalétique	Agence du Bâtiment
4	Revêtements	4.1 Sols souples – 4.2 Peinture et revêtements muraux – 4.3 Revêtements carrelés	Marché résilié. Ce lot fait l'objet de la présente consultation
5	CVC - Plomberie	5.1 Climatisation et ventilation – 5.2 Plomberie et sanitaire	IDEX
6	Electricité	6.1 Electricité courants forts – 6.2 Electricité courants faibles	EGER
7	Ascenseurs	7.1 Ascenseurs	Thyssenkrupp

Le bâtiment est, au moment du lancement de la présente consultation lot n°4, édifié jusqu'aux derniers niveaux mais n'est pas encore hors d'eau ni hors d'air.

Prestations propres au lot 4 :

Le lot n°4 comporte les corps d'état : 4.1 Sols souples – 4.2 Peinture et revêtements muraux – 4.3 Revêtements carrelés.

Les travaux lot n°4 n'ont fait l'objet d'aucun commencement. Seules des prestations d'études EXE ont été réalisées et seront à la disposition du nouveau titulaire du lot. Ces prestations d'études EXE seront à réaliser de nouveau par le titulaire du nouveau marché de travaux lot n°4.

Les interventions du nouveau titulaire du lot n°4 – Revêtements devront s'insérer dans le « calendrier prévisionnel d'exécution recalé au présent DCE lot 4 » mis en annexe n°2 au CCAP.

Le candidat assumera sa part des dépenses au compte-prorata à compter de la date de notification de son marché sans pouvoir y faire opposition.

L'Entreprise doit prendre connaissance de la disposition des lieux, des possibilités d'accès, des sujétions d'approvisionnement et de stockage des matériaux et matériels in situ ainsi que de toutes les sujétions particulières d'exécution propres à l'opération. **Une visite du site est rendue obligatoire.**

Le prix comprend implicitement toutes les sujétions et difficultés inhérentes aux travaux. Il comprend également la protection des ouvrages existants et la protection des propres ouvrages de l'entreprise jusqu'à la réception des travaux et la levée des réserves.

1-2- Désignation des intervenants**1-2-1- Maître d'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Ministère de l'Intérieur.

Le représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) et ordonnateur est M Le Préfet de la Martinique.

L'ordonnateur délégué est le Service Administratif et Technique de la Police Nationale

80 rue de la République

Immeuble Gallièni

BP 652

97 263 FORT DE FRANCE

1-2-2- Conducteur d'opération

La conduite d'opération est assurée par la Direction d'Infrastructure de la Défense de Fort-de-France.

Morne Desaix

BP 614 – 97261 Fort de France Cedex.

1-2-3- Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par l'équipe :

Le Drian / SCPA Dervain – Van The / OTEIS / CETE / ROOKE

68 rue Hoche – 97170 Bagnole

Le mandataire de ce groupement est l'architecte Le Drian.

1-2-4- Autres intervenants**Contrôle technique (CT) :**

Le contrôle technique est assuré par ANCO Martinique Angle des rues Simon Cottrel et Tibériade Télémaque 97233 SCHOELCHER.

Il lui a été confié les missions ;

Missions de base : L + S

Missions complémentaires: PS + Hand + Av + P1 + HYG + F + TH + PH

Les interventions confiées au contrôleur technique concernent les phases "conception" et "exécution" des ouvrages.

Coordination Sécurité - Protection de la santé (CSPS) :

La mission de CSPS est assurée par CEDEC SARL BP102 97224 Ducos.

Ordonnancement Pilotage et Coordination (OPC) :

La mission d'OPC est assurée par Egisbâtiments Antilles Guyane 9 rue des Alpinias – Didier 97200 Fort de France

Article 2	CONDITIONS DE LA CONSULTATION
------------------	--------------------------------------

2-1- Cadre règlementaire de la consultation

La présente consultation obéit au cahier des clauses administratives particulières n° DID972/PCO/SD/HPFDF/LOT4 Relance.

Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux est applicable (Arrêté du 8 septembre 2009 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux - NOR : ECEM0916617A - version en vigueur à la date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence).

2-2- Etendue et mode de la consultation

La présente consultation est lancée à prix global et forfaitaires sous la forme d'un appel d'offres ouvert en vertu :

- des articles 25 et 66 du décret n°2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics (DRMP),
- de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics.

2-3- Durée de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le présent règlement de la consultation (RC).

2-4- Forme juridique de l'attributaire

Les candidats peuvent se présenter sous forme d'entreprise individuelle ou de groupement d'entrepreneurs conjoint ou solidaire, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

En application de l'article 45-I du DRMP, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché

Le pouvoir adjudicateur interdit aux candidats, en application de l'article 45-V du DRMP, de présenter une offre en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement.

Conformément à l'article 45.I du DRMP :

- le groupement est conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché public,
- le groupement est solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché public.

La composition du groupement ne pourra être modifiée entre la date de remise des plis et la date de signature du marché. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membre est mis en liquidation judiciaire, ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur, l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant, à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononce sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des

membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

2-5- Clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Le Maître d'Ouvrage, dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, a décidé de faire application de l'article 38.I de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics en incluant dans le cahier des charges de ce marché une clause obligatoire d'insertion par l'activité économique. Le Maître d'ouvrage a pour cela mis en place un dispositif d'accompagnement pour faciliter la mise en œuvre de la clause d'insertion. Ce dispositif est identifié à l'article 2-4 du CCAP.

L'attributaire du marché devra réaliser une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Il s'engage à réserver dans l'exécution de son lot un nombre d'heures d'insertion, sur la durée du marché, au moins égal à celui indiqué dans le tableau ci-dessous.

Le nombre d'heures d'insertion est fixé à 1120 heures.

ATTENTION :

LES CANDIDATS NE SONT PAS AUTORISÉS À FORMULER DANS LEUR OFFRE DES RÉSERVES SUR LA CLAUSE OBLIGATOIRE D'INSERTION PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE.

UNE OFFRE QUI NE SATISFERAIT PAS À CETTE CONDITION D'EXÉCUTION SERA DÉCLARÉE NON-CONFORME AU MOTIF DU NON-RESPECT DU CAHIER DES CHARGES.

La CACEM – Direction des achats – Mme Sainte-Rose - 0596 61 69 32 E-mail : patrice.sainte-rose@cacem-mq.com est le facilitateur local pour la mise en œuvre de cette démarche. Elle peut accompagner le candidat dans ses démarches administratives et aide au recrutement.

2-6- Mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs

Le chantier est soumis aux dispositions du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil.

L'article 6-4 du CCAP énumère les dispositions particulières concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs auxquelles le chantier est soumis.

La coordination en matière de sécurité et de protection de la santé pendant la phase de réalisation de l'ouvrage est effectuée par le coordonnateur désigné à l'article 1-2-4 ci-dessus.

Les prestations objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 1 au sens du Code du travail (loi n°93-1418 du 31 décembre 1993).

A. Le chantier étant soumis aux dispositions de la loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993 et des textes pris pour son application, sont joints au présent dossier de consultation :

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- Le règlement du Collège inter-entreprises de sécu de santé et des conditions du travail (CISSCT) intégré au PGCSPS.

B. Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS)

Le chantier est soumis aux dispositions de la section 5 du décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 modifié.

L/ Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

C. Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de Travail (CISSCT)

L/ Les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sous-traitants éventuels seront tenus de participer aux réunions du Collège Interentreprises de Sécurité, de Santé et de Conditions de travail.

2-7- Langue utilisée et unité monétaire

Le candidat est informé que la langue de la consultation est le français et que le marché est conclu dans l'unité monétaire de règlement « Euro (€) ».

2-8- Nomenclature pertinente (code CPV)

Le code CPV de l'opération est « 45216111-5 Construction d'un commissariat ».

Le code CPV du lot 4 est 45430000-0 - Revêtements des sols et murs.

2-9- Compléments à apporter aux cahiers des charges

Les candidats n'ont pas à apporter de complément aux cahiers des charges.

Dans le cas où le candidat estimerait qu'une imprécision demeure ou qu'il a été amené à choisir une certaine interprétation du dossier de consultation, il devra indiquer dans une note technique ou un mémoire, les modifications ou précisions qu'il propose et souhaite voir être apportées dans les différentes pièces constituant le projet de marché.

2-10- Modification du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 (dix) jours calendaires avant la date limite de remise des offres des modifications de détail au dossier de consultation. Ce délai court à compter de la date d'envoi.

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune contestation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

Si le délai ne permet pas aux candidats de prendre connaissance des modifications et d'adapter leurs offres en conséquence, la date limite de remise des offres sera repoussée pour l'ensemble des candidats à une date ultérieure appropriée.

2-11- Indemnité de dédit

Sans objet

2-12- Renseignements complémentaires

Les demandes de renseignements complémentaires doivent parvenir à la personne habilitée à donner les renseignements (article 109 du CMP), au plus tard 11 (onze) jours avant la date de remise des offres.

Pour cela les candidats devront utiliser obligatoirement la plateforme de dématérialisation des marchés publics de l'état www.marches-publics.gouv.fr où le candidat a pu retirer le dossier de consultation.

Des renseignements d'importance secondaire qui ne nécessiteraient pas une réponse écrite à l'attention de tous les candidats pourront être obtenus par mail à ;

Renseignements techniques :

M. LE DRIAN Gilles – Maître d'œuvre Architecte Mandataire du groupement

gilles.le.drian@wanadoo.fr. ☎ 0608 53 6618

Renseignements administratifs :

M Simoens Daniel - DID Fort de France - conducteur d'opération

daniel.simoens@intradef.gouv.fr. ☎ 0696 24 3600

L'attention des candidats est attirée sur le fait que l'adresse électronique indiquée lors du téléchargement du DCE sera celle utilisée par la personne publique pour toute communication ou échange d'information ultérieure.

3-1- Forme du marché

Le marché sera à prix global et forfaitaire.

3-2- Allotissement

Les prestations nécessaires à la réalisation de l'opération sont décomposées en 7 lots traités en marchés séparés comme précisé à l'article 1.1 du présent règlement de consultation.

L'objet de la présente consultation concerne le lot 4 – Revêtements.

3-3- Tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches

3-4- Phases

Il n'est pas prévu de décomposition en phases.

3-5- Variantes

Il n'est pas autorisé de variante pour le lot n°4.

3-6- Options

Il n'est pas prévu d'option pour le lot n°4.

3-7- Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE anciennement appelées « options techniques »)

Il n'est pas autorisé de PSE pour le lot n°4.

3-8- Assurance décennale et CCRD

Les entreprises en lien direct avec le maître d'ouvrage doivent être couvertes par une assurance de responsabilité décennale.

A la demande du maître d'ouvrage, le titulaire du lot n°1 « Gros œuvre » a souscrit pour le compte des intervenants assujettis à la présomption de responsabilité décennale, un « contrat collectif de responsabilité décennale » (CCRD).

Les intervenants sur ce chantier assujettis à la présomption de responsabilité décennale sont ;

- les entreprises en lien direct avec le maître d'ouvrage, c'est-à-dire titulaires d'un contrat de louage d'ouvrage directement avec le maître d'ouvrage (article L.241-1 du Code des assurances) concernés par l'obligation couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 2270 du code civil.
- les traitants directs non réalisateurs (Maître d'œuvre, Bureau d'étude sols, Bureau de Contrôle Technique).

Il est rappelé que le CCRD est une deuxième ligne de garantie décennale intervenant après épuisement des polices de 1ère ligne (polices d'activité habituelles des constructeurs dites généralement "polices de base »).

Conformément aux recommandations de la FFSA (circulaires 61-2008 du 18 Décembre 2008 et 57/2010 du 8 Juillet 2010) les montants de garantie des contrats de base des intervenants seront au moins de :

- 10 Millions d'euros par sinistre pour les marchés de travaux concernant la structure et le gros-œuvre dont sont titulaires les " traitants directs " (entreprises en lien direct avec le maître d'ouvrage),
- 6 Millions d'euros par sinistre pour les marchés de travaux concernant les autres lots traitants directs,

- et sont déjà au moins de 3 Millions d'euros pour le Maître d'œuvre, le Bureau d'étude sols, le Bureau de Contrôle Technique.

Le tout suivant prescriptions émises à l'article 11-2-2 du CCAP.

3-9- Délai d'exécution

3-9-1- Délai d'exécution de la période de préparation du chantier

Le délai d'exécution de la phase de préparation du chantier pour ce nouveau marché lot n°4 sera de un (1) mois à compter de la notification du marché. Cette phase comprend l'établissement des plans d'exécution et la synthèse.

3-9-2- Délai d'exécution des travaux

Délai global d'exécution :

Le délai global d'exécution des travaux du « reste à faire » pour l'ensemble des marchés de travaux à compter du démarrage des travaux du lot n°4 est de **15 mois** non compris la période de préparation du chantier d'une durée d'1 mois (article 3-9-1) et non compris la phase OPR d'une durée de 2 mois.

Délai d'exécution propre au lot n°4 :

Le délai d'exécution propre au marché lot n°4 est de 11 mois intégré dans le délai global du « reste à faire » de l'opération qui est de 15 mois le tout comme stipulé au paragraphe B5 du document « ATTRII » valant Acte d'Engagement et dans les conditions stipulées à l'article 9-1 du CCAP.

Ce délai court à partir de la date fixée par l'ordre de service prescrivant à l'entrepreneur, titulaire du marché du lot n°4 « Revêtement », de commencer les travaux qui lui incombent.

3-10- Modalités de reconduction

Le présent marché n'est pas reconductible.

3-11- Modalités de financement

Le paiement sera effectué sur le Budget de l'Etat – Ministère de l'intérieur, programme 176 domaine d'activité 1030.

L'avance accordée au titulaire du lot n°4 se fera dans les conditions de l'article 110 –II 1° du DRMP.

3-12- Modalités de paiement

Le délai global de paiement ne pourra excéder trente jours conformément aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 pris en application du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière.

Le délai de paiement court à partir de la date de réception de la facture chez le maître d'œuvre conforme au cahier des charges et non sujette à contestation.

Toutefois, le délai court de la date d'exécution des prestations lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

3-13- Déclaration de sous-traitance

Selon l'article 133 du DRMP, Le titulaire d'un marché peut, dans les conditions prévues par l'article 62 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 susvisée, sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

4-1- Modalités de retrait des dossiers

L'avis d'appel public à la concurrence est publié au Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE) au Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics (BOAMP) et sur le site acheteur du pouvoir adjudicateur www.marches-publics.gouv.fr.

Dans le cadre du développement durable, le pouvoir adjudicateur impose un retrait électronique du dossier de consultation uniquement sur le profil acheteur (pas de dossier papier transmis).

Toute personne intéressée dispose d'un accès libre, direct et complet au dossier de consultation des entreprises (DCE) sur la plate-forme de dématérialisation des marchés publics de l'Etat à l'adresse suivante : www.marches-publics.gouv.fr.

L'identification n'est pas obligatoire pour procéder au téléchargement du DCE sur la plate-forme : les candidats peuvent soit remplir préalablement un formulaire en indiquant leurs coordonnées, soit télécharger anonymement le DCE. Toutefois, **en cas de téléchargement anonyme du DCE et/ou de mentions erronées dans le formulaire d'identification, les candidats ne seront pas informés des éventuelles modifications de la consultation (modifications de dates, rectificatifs/compléments du dossier, etc...) et en assument l'entière responsabilité dans l'élaboration de leur offre.** Il est donc recommandé de s'inscrire.

Le fait qu'un candidat ait consulté ou obtenu par voie électronique le DCE ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse répondre à la consultation sur support papier ou sur support physique électronique.

L'attention des candidats est attirée sur la fait que l'adresse électronique indiquée lors du téléchargement du DCE sera celle utilisée par la personne publique pour toute communication ou échange d'information ultérieure.

4.2 - Lieu où l'on peut retirer ou demander les documents

Le dossier de consultation est téléchargeable uniquement à partir du site Internet suivant : www.marches-publics.gouv.fr.

Modalités de téléchargement

Le dossier de consultation des entreprises pourra être téléchargé sur la Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE) accessible depuis www.marches-publics.gouv.fr ou via www.achats.defense.gouv.fr. Le téléchargement peut s'effectuer de façon anonyme ou en s'identifiant de façon à être informé en cas de modification du DCE.

Pour être informé des échanges avec l'acheteur, l'opérateur économique devra vérifier que l'adresse des échanges avec la PLACE « nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr » soit accessible ou mise sur liste blanche pour passer les filtres des serveurs proxy en place dans les entreprises.

4-3- Contenu du DCE

Le dossier de consultation remis aux candidats comporte les documents listés ci-dessous :

- une lettre de consultation,
- le présent règlement de consultation (RC), son annexe n° 1 « Nomenclature du dossier de consultation » et son annexe n°2 « attestation de mise à disposition »,
- l'imprimé TTRI1 valant acte d'engagement (AE),
- un cahier des clauses administratives particulières (CCAP), son annexe n° 1 « Nomenclature du dossier de consultation » et son annexe n°2 « calendrier prévisionnel d'exécution recale au présent DCE lot 4 »,
- et ses annexes,
- un cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes,
- une décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF),
- une attestation de visite des lieux.

- tous les documents et plans listés dans le document « Nomenclature du dossier de consultation » annexé au présent RC et au CCAP.

Les candidats ayant déjà retirés le dossier sur la plate-forme des achats de l'état (PLACE) seront avisés par mail. Ils doivent pour cela bien indiquer les coordonnées de leur messagerie électronique et veiller à ce que les messages émanant de la PLACE ne soient pas considérés comme SPAM.

Article 5	PRESENTATION DES OFFRES
------------------	--------------------------------

5.1 - Généralités

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française.

5.2 - Dossier à produire par les candidats

En cas de groupement, les renseignements sont à fournir par chaque membre du groupement.

La transmission par voie électronique est autorisée et recommandée. Toutes les étapes et modalités sont détaillées à l'article 8 du présent document.

En cas de transmission sous format papier, les candidats auront à produire un dossier complet, placé sous enveloppe cachetée. Il comprendra les pièces suivantes datées et signées par eux en tant que de besoin.

5.2.1 Dossier de candidature

Renseignements ou pièces relatifs à la candidature (article 44, 48 et 50 du DRMP) relatif aux renseignements ou documents permettant d'évaluer leur expérience, leurs capacités professionnelles, techniques et financières

En cas de groupement, ces documents sont à fournir tant par le mandataire que par le(s) cotraitant(s) (à l'exception du DC1 qui est commun à tous les membres du groupement).

- 1) **une lettre de candidature** et d'habilitation du mandataire par ses co-traitants (modèle **DC1**)
Devront être joints, le cas échéant, les pouvoirs des personnes habilitées à engager la ou les sociétés concernées,
- 2) **une déclaration du candidat** (modèle **DC2**)
Il sera tenu compte d'un chiffre d'affaire annuel moyen sur les trois derniers exercices. Il doit être en moyenne de **500 000 € HT minimum**.
En cas de groupement il sera tenu compte du chiffre d'affaire moyen de l'ensemble des membres du groupement.
Il peut être possible également suivant article 50 du décret n°2016-360 du 25/03/2016 relatif aux marchés publics de justifier des capacités financières du candidat en utilisant l'attestation de mise à disposition jointe au présent DCE,
- 3) **un formulaire DC4** à renseigner lorsque le candidat souhaite - lors du dépôt de sa candidature que soient prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques,
- 4) **existence éventuelle d'une procédure de redressement judiciaire** à l'encontre du candidat (ou procédure étrangère équivalente). Dans l'affirmative, fournir une copie du ou des jugements prononçant le redressement judiciaire et indiquant les dates de fin de période d'observation ou de redressement,
- 5) description des **effectifs appartenant en propre au candidat** et importance du personnel d'encadrement à la date de la candidature ainsi que la déclaration indiquant l'outillage, le matériel et les équipements techniques dont l'entrepreneur dispose en propre pour l'exécution de l'ouvrage,

- 6) **références de travaux exécutés** par le candidat et représentatifs de l'objet du marché. Il y aura lieu de joindre un dossier de références **de travaux de technicité similaire** exécutés durant les trois (3) dernières années 2016 – 2015 – et/ou références équivalentes ou attestations de maître d'œuvre ou d'ouvrage justifiant de sa capacité à réaliser ce type de prestation. Seront également indiqués **les montants, dates et qualités des bénéficiaires**.
- 7) **les certificats de qualifications professionnelles** suivants ou équivalents ou références de travaux similaires :

QUALIBAT

611 : Peinture - ravalement

616 : Décoration

6153 : Peinture en lettres et attributs

62 : Revêtements de sols et de murs

63 : Carrelages - revêtements - mosaïques

Le pouvoir adjudicateur précise que la preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références de travaux attestant de la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation pour laquelle il se porte candidat

* Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient pris en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existants entre ces opérateurs et lui. Dans ce cas ;

Il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché.

Il procède à la déclaration de sous-traitance à joindre à l'acte d'engagement.

Un candidat qui n'aurait pas déclaré dans son offre (annexe à l'acte d'engagement) le/les sous-traitant(s) lui ayant permis – au stade des candidatures – de justifier de capacités professionnelles, techniques et financières serait éliminé.

* Si le candidat, de création récente, est objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de sa capacité, l'un des renseignements ou documents demandés par le pouvoir adjudicateur, il peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur.

Si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Nota 1

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre ces opérateurs et lui.

Dans ce cas, il justifie des capacités de cet ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché. (cadre d'attestation de mise à disposition joint au dossier à compléter).

En cas de sous-traitance, le candidat procède à la déclaration de sous-traitance et remet l'attestation de mise à disposition jointe au présent DCE.

Un candidat qui n'aurait pas déclaré dans son offre le/les sous-traitant(s) lui ayant permis – au stade des candidatures – de justifier de capacités professionnelles, techniques et financières serait éliminé.

Le cadre d'attestation de mise à disposition peut tenir lieu de déclaration de sous-traitance.

Nota 2

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire en outre dans **un délai de 6 jours** suivant la demande du représentant du pouvoir adjudicateur, sous peine d'élimination :

- l'acte d'engagement ou le formulaire ATTRI1,
- les documents ou attestations figurant à l'article R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail ; (l'extrait K Bis devant dater de moins de trois (3) mois),
- les attestations ou certificats prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales au **31 décembre 2017** dûment complété et revêtu de la signature des organismes compétents,
- une attestation d'assurance de responsabilité décennale comportant les mentions réglementaires minimales fixées par l'arrêté du 5 janvier 2016.

Obligations sociales et pièces à produire en cours d'exécution du marché :

Conformément aux dispositions des articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, le titulaire est tenu de fournir spontanément au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du marché et ce , jusqu'à la fin de l'exécution du marché les documents suivants :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contribution de sécurité sociale prévue à l'article L.243-15 (attestation de vigilance), datant de moins de 6 mois,
- un extrait K-bis datant de moins de trois mois.

Ces documents devront être remis tous les six mois après la conclusion du contrat et ce, jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci.

5.2.2 Dossier offre :

A - Un projet de marché comprenant :

1. un **acte d'engagement** (ATTRI1) joint à renseigner,
2. **une décomposition du prix global et forfaitaire** (DPGF) cadre joint* à compléter intégralement, dater, signer** et accepter sans aucune modification,

**En cas de remise d'une offre papier, le fichier source au format XLS, XLSX ou ODF sera enregistré sur clé USB à joindre à l'offre,*

***Signature en originale manuscrite pour l'envoi papier ou signature électronique (au moyen d'un certificat de signature référencé et d'une application logicielle) pour l'envoi dématérialisé,*

3. un **devis détaillé** sous forme libre (non contractuel),
4. **un mémoire technique ;**
Un mémoire technique justificatif des dispositions envisagées par l'entrepreneur. Voir article 8.1.2,
5. **SOPAQ ;**
Suivant attentes article 8.1.2,
6. **SOGED ;**
Suivant attentes article 8.1.2,
7. Le **planning prévisionnel d'exécution détaillé** proposé par le candidat,
Suivant attentes article 8.1.2,
8. **l'attestation de visite des lieux** : document remis au candidat conformément à l'article 6.2 du présent document,
9. Le **fichier récapitulatif du dossier complet** (candidature et offre) selon le modèle fourni au format XLS, XLSX ou ODF dûment complété. En cas de remise d'offre non dématérialisée, ce fichier sera remis sur clé USB à joindre à l'offre,
10. En cas de remise d'offre non dématérialisée, une copie sur clé USB de l'ensemble des documents remis (candidatures et offre). Le candidat vérifiera la bonne lecture possible des fichiers « .PDF ».

L'absence de fourniture des pièces numérotées 2, 4, 7 et 9 et l'absence de signature originale de la pièce n° 2 mentionnée ci-dessus rendra l'offre concernée irrégulière au sens de l'article 59 du DRMP. Elle sera éliminée comme telle.

Si le candidat n'a pas fourni les documents 5 et 6 demandés, ils ne seront pas réclamés, le candidat ne sera pas éliminé mais il obtiendra pour ce(s) document(s) absent(s) la note 0.

5.2.3 Visites sur site

Les entreprises devront, pour se rendre sur le site, s'adresser au conducteur d'opération 48h avant la date souhaitée - Tél : 0696 243600 ou par mail : daniel.simoens@intradef.gouv.fr, afin de convenir d'un rendez-vous pour visiter les lieux.

A l'issue de la visite, une attestation sera délivrée et signée par le conducteur d'opération et devra être jointe à l'offre. **L'absence d'attestation entraînera l'élimination de l'offre.**

5.3 - Adresse à laquelle les candidatures / offres doivent être envoyées

- soit transmises par courrier, à l'adresse postale suivante,

Service Administratif et Technique de la Police Nationale
80 rue de la République Immeuble Gallièni
BP 652
97263 FORT DE FRANCE

- soit remises contre récépissé du lundi au vendredi, hors jours fériés, **de 8h à 12h00** à l'adresse suivante :

Service Administratif et Technique de la Police Nationale
80 rue de la République Immeuble Gallièni
BP 652
97263 FORT DE FRANCE

- soit transmises par voie électronique par le biais du portail "Plateforme des achats de l'Etat" (adresse URL : www.marches-publics.gouv.fr);
Dans ce dernier cas, se conformer à l'article 7.2 du présent règlement de consultation.

Article 6	CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES OFFRES
------------------	---------------------------------------------------

L'administration propose de recourir à une transmission électronique via le portail www.marches-publics.gouv.fr pour la remise des plis (candidature et offre).

6.1 - le candidat choisit la transmission sous format papier

En application du décret n° 2008-1355 du 19 décembre 2008, l'ensemble des documents relatifs à la candidature et à l'offre sont placés dans la même enveloppe. Toutefois, pour faciliter leur traitement administratif, il est recommandé de continuer à présenter séparément les documents relatifs à la candidature et ceux relatifs à l'offre. Ces deux dossiers sont ensuite présentés dans une enveloppe unique désignée ci-après par le terme « enveloppe intérieure ».

L'enveloppe intérieure sera close par tout moyen permettant d'assurer la confidentialité et contiendra les déclarations et informations à produire par le candidat conformément à l'article 3.2 du présent règlement de la consultation ainsi que les offres.

Elle portera les mentions suivantes :

Projet n° DID972/PCO/SD/HPFDF/LOT4/Relance

Offre pour :

Construction du nouvel hôtel de police de Fort de France (97200).

Lot 4: Revêtements

Consultation suite à résiliation du marché initial

« enveloppe intérieure »

Entreprise :

NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE D'OUVERTURE DES PLIS

L'attention des candidats est attirée sur l'obligation d'indiquer leur nom sur l'enveloppe intérieure. Lorsque l'offre émane d'un groupement d'entreprises, le nom de toutes les entreprises doit être mentionné et le nom de l'entreprise mandataire doit être spécialement signalé.

L'enveloppe intérieure sera mise sous un pli qui sera soit remis contre récépissé aux heures d'ouverture des bureaux (lundi au vendredi, hors jours fériés, de 8h à 12h00 soit transmis par lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal à l'adresse suivante :

Service Administratif et Technique de la Police Nationale

80 rue de la République Immeuble Gallièni

BP 652

97263 FORT DE FRANCE

avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement.

6.2. Envoi par courrier électronique ou sur support physique

L'administration recommande le mode de transmission électronique pour l'ensemble de la consultation retrait du dossier de consultation, remise des candidatures et des offres.

Conditions de transmission des plis

Les opérateurs économiques désirant transmettre leurs plis par voie électronique ou sur support physique électronique devront s'identifier, ce qui nécessite d'être inscrit au préalable sur la PLACE www.marches-publics.gouv.fr.

Dépôt des documents dématérialisés

Les candidats trouveront sur le site www.marches-publics.gouv.fr un «guide utilisateur» téléchargeable qui précise les conditions d'utilisations de la plate-forme des achats de l'État, notamment les pré-requis techniques et certificats électroniques nécessaires si le candidat souhaite recourir à la signature électronique de son offre.

Les frais d'accès au réseau et, le cas échéant, de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les candidats sont invités à tester la configuration de leur poste de travail et répondre à une consultation test, afin de s'assurer du bon fonctionnement de l'environnement informatique.

Ils disposent sur le site d'une aide qui expose le mode opératoire relatif au dépôt des plis électroniques.

Plusieurs documents et informations sont disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme :

- Manuel d'utilisation afin de faciliter le maniement de la plate-forme ;
- Assistance téléphonique ;
- Module d'autoformation à destination des candidats ;
- Foire aux questions ;
- Outils informatiques.

Les candidats ont la possibilité de poser des questions au pouvoir adjudicateur sur le dossier de consultation.

Après le dépôt du pli sur la plate-forme, un message indique au candidat que l'opération de dépôt du pli a été réalisée avec succès, puis un accusé de réception lui est adressé par courrier électronique donnant à son dépôt une date et une heure certaines, la date et l'heure de fin de réception faisant référence.

RAPPEL GENERAL

Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément.

Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

L'absence de message de confirmation de bonne réception ou d'accusé de réception électronique signifie que la réponse n'est pas parvenue au pouvoir adjudicateur.

L'opérateur économique doit s'assurer que les messages envoyés par la Plate-forme des achats de l'État (PLACE) notamment, *nepasrepondre@marches-publics.gouv.fr*, ne sont pas traités comme des courriels indésirables.

Signature électronique des documents

Les obligations relatives à la signature électronique sont les suivantes :

Chaque document à signer doit être signé de façon unitaire.

Par application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, le candidat doit respecter les conditions relatives :

1. au certificat de signature du signataire ;
2. à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des jetons de signature* conformes aux formats réglementaires dans l'un des trois formats acceptés.

** Le jeton d'horodatage peut être enveloppé dans le fichier d'origine ou bien apparaître sous la forme d'un fichier autonome (non enveloppé).*

Exigences relatives aux certificats de signature du signataire

Le certificat de signature du signataire respecte au moins le niveau de sécurité préconisé.

1er cas : Certificat émis par une Autorité de certification "reconnue" : le certificat de signature est émis par une Autorité de certification mentionnée dans l'une des listes de confiance suivantes :

-<http://www.lsti-certification.fr>,

-https://ec.europa.eu/information_society/policy/esignature/trusted-list/tl.pdf,

Dans ce cas, le candidat n'a aucun justificatif à fournir sur le certificat de signature utilisé pour signer sa réponse.

2ème cas : Le certificat de signature électronique n'est pas référencé sur une liste de confiance.

La plate-forme de dématérialisation « PLACE » accepte tous certificats de signature électronique.

Le candidat s'assure que le certificat qu'il utilise est au moins conforme au niveau de sécurité préconisé sur le profil d'acheteur, et donne tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité par l'acheteur.

Justificatifs de conformité à produire

Le signataire transmet les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la qualité et du niveau de sécurité du certificat de signature utilisé : preuve de la qualification de l'Autorité de certification, la politique de certification...
- Le candidat fournit notamment les outils techniques de vérification du certificat : chaîne de certification complète jusqu'à l'AC racine, adresse de téléchargement de la dernière mise à jour de la liste de révocation,
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives au certificat du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Outil de signature utilisé pour signer les fichiers

Le candidat utilise l'outil de signature de son choix.

Cas 1 : le soumissionnaire utilise l'outil de signature de la plate-forme des achats de l'État.

Dans ce cas, le soumissionnaire est dispensé de fournir tout mode d'emploi ou information.

Cas 2 : lorsque le candidat utilise un autre outil de signature que celui proposé sur PLACE, il doit respecter les deux obligations suivantes :

- Produire des formats de signature XAdES, CAdES ou PAdES ;
- Permettre la vérification en transmettant en parallèle les éléments nécessaires pour procéder à la vérification de la validité de la signature et de l'intégrité du document, et ce, gratuitement.

Dans ce cas, le signataire indique la procédure permettant la vérification de la validité de la signature en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée, avec une notice d'explication de préférence en français.

La personne signataire doit avoir le pouvoir d'engager la société.

Présentation des dossiers et format des fichiers

Les formats acceptés sont les suivants : .pdf, .doc, .xls, .ppt, .odt, .ods, .odp, ainsi que les formats d'image jpg, png et de documents html.

Le candidat ne doit pas utiliser de code actif dans sa réponse, tels que :

- Formats exécutables, .exe, .com, .scr, etc. ;
- Macros ;
- ActiveX, Applets, scripts, etc.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés. Tout dossier dont le dépôt se termine après la date et l'heure limite est considéré comme hors délai.

En cas d'indisponibilité de la plate-forme empêchant la remise des plis dans les délais fixés par la consultation, la date et l'heure de remise des offres peuvent être modifiées.

Copie de sauvegarde

Les candidats qui effectuent à la fois une transmission électronique et, à titre de copie de sauvegarde, une transmission sur support physique numérique doivent faire parvenir cette copie avant la date limite de remise des plis.

Cette copie de sauvegarde doit être placée dans un pli cacheté comportant les mentions suivantes :

- « Copie de sauvegarde » ;
- Intitulé de la consultation ;
- Nom ou dénomination du candidat.

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les cas prévus à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des marchés publics.

Le candidat qui dépose sa copie de sauvegarde en main propre contre récépissé, le fait à l'adresse suivante :

Service Administratif et Technique de la Police Nationale
80 rue de la République Immeuble Gallièni
BP 652
97263 FORT DE FRANCE

Antivirus

Les candidats doivent s'assurer que les fichiers transmis ne comportent pas de virus.

La réception de tout fichier contenant un virus entraînera l'irrecevabilité de l'offre. Si un virus est détecté, le pli sera considéré comme n'ayant jamais été reçu et les candidats en sont avertis grâce aux renseignements saisis lors de leur identification.

Article 7	CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES
------------------	----------------------------------------

Le jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles 62 du DRMP.

Pour l'attribution du marché, les critères de jugement seront les suivants :

- 1/ Prix des prestations
- 2/ Valeur technique des prestations

Les offres économiquement les plus avantageuses seront appréciées en fonction des critères énoncés ci-dessous.

7.1 - Pondération

La pondération des critères sera appliquée comme suit :

- 1/ note du critère prix affectée du coefficient 0,6
- 2/ note du critère valeur technique affectée du coefficient 0,4

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de se faire communiquer les décompositions des prix qu'il estimera nécessaire lors de l'examen des offres.

7.1.1 - La notation du critère « prix des prestations » sera appliquée comme suit :

- Offre conforme présentant le prix le plus bas : 100 points
- calcul du nombre de points pour une autre offre

$$\frac{\text{offre conforme présentant le prix le plus bas}}{\text{montant de l'offre considérée}} \times 100$$

L'entrepreneur prendra en considération dans la formation de son prix les éléments suivants :

- contexte particulier de cette consultation après résiliation du marché initial,
- prestations d'études EXE déjà réalisées par l'entreprise du marché initial lot n°4 mais que le titulaire du présent marché lot n°4 devra de nouveau réaliser. Les études EXE déjà réalisées par le précédent titulaire du marché initial lot n°4 seront remises gratuitement au nouveau titulaire de ce lot. Aucune autre prestation chantier n'a été réalisée par le titulaire du marché initial lot n°4,
- l'entrepreneur adjudicataire de ce nouveau lot n°4 réalisera la réception des supports de dalles réalisés par l'entreprise du lot 1 – Gros œuvre,
- l'entrepreneur adjudicataire de ce nouveau lot n°4 devra insérer ses prestations dans le « calendrier prévisionnel d'exécution recalé au présent DCE lot 4 » joint en annexe au CCAP,
- l'entrepreneur adjudicataire de ce nouveau lot n°4 assumera financièrement la part du lot au compte-prorata du chantier suivant dispositions déjà arrêtées par les entreprises des autres lots sans pouvoir les remettre en cause. La date de prise en compte, par le nouveau marché lot n°4, des dépenses du compte-prorata est la date de notification de son marché.

7.1.2 - La notation du critère « valeur technique » sera appliquée comme suit (sur 100 points) :

Il sera présenté dans un mémoire justificatif les dispositions que l'entrepreneur se propose d'adopter pour l'exécution des travaux.

Ce mémoire devra comporter l'ensemble des documents explicites, en réponse au cahier des charges demandés permettant ainsi le jugement technique.

En particulier, il devra être joint les justifications suivantes :

1) Mémoire technique :

Description sous forme libre des moyens humains (présentation équipe, organigramme, profil et rôle de chaque catégorie d'intervenants en particulier qualifications, expériences professionnelles,

temps de présence sur chantier de l'équipe encadrante, rôle et place de l'interlocuteur unique du chantier), moyens techniques, organisation du chantier, contraintes d'exécution et mesures correctives, procédés et techniques d'exécution.

Le mémoire technique comprendra également les fiches techniques détaillées des produits et fournitures envisagées avec le CCTP du lot considéré. Ces fiches techniques détaillées permettront d'apprécier certains des matériaux et matériels mis en œuvre sur l'opération et d'apprécier la corrélation avec l'offre financière.

Seront jointes avec l'offre, les fiches détaillées des matériaux et matériels suivants ;

REVETEMENTS DE SOLS : PVC / Résine epoxy quartz / Sportif / Armurerie / Planchers surélevés / Tapis gratte-pieds / Profils d'arrêt et de joints de dilatation / Barres de seuils / Dalles podotactiles / Nez de marches

PEINTURE : Résine de sol / Fixatif anti-poussière / Peintures sur murs et plafonds/ Vernis / Anti-graffiti / Traitement intérieur vertical des joints de dilatation / Peinture de signalétique (voir doublon avec lot 3)

CARRELAGES : Etanchéité sous carrelages / Sous-couches acoustiques / Dalles de pierre ou simili / Carreaux de sols / Carreaux muraux / Profils d'arrêts et cornières / Joints d'étanchéité / Trappes de visite

Décrire ici aussi les moyens mis en œuvre par l'entreprise pour garantir la santé et la sécurité du chantier par rapport au lot considéré, sous-traitants compris mais aussi vis-à-vis de la co-activité.

2) SOPAQ :

L'objectif à atteindre est d'avoir, au stade du jugement de l'offre, des informations concernant l'organisation de la mission en vue de garantir la qualité des prestations à réaliser et respecter le délai d'exécution.

Seront, entre autres, décrits les procédures de diffusion, vérification des documents établis, les modalités des contrôles internes et externes mis en place par l'entreprise, la description de l'organisation, moyens humains et matériels concourant à la qualité recherchée.

Ce document servira de base pour l'élaboration du PAQ en phase préparation de chantier suivant prescriptions de l'article 07 du CCTP 0.

3) SOGED :

Le SOGED sera rédigé par l'entreprise titulaire en phase de préparation de chantier. Toutefois au moment de la remise des offres, le candidat remettra au stade de son offre une note explicitant les moyens matériels et humains, les références du responsable environnement chantier de l'entreprise pour le lot considéré, les dispositions d'organisation, de contrôles, d'informations du maître d'œuvre prévues par le candidat, pour assurer le bon déroulement, le suivi et la traçabilité de l'évacuation des déchets de chantier.

Sera joint à cette note ;

- les dispositions prises par l'entreprise pour diminuer les nuisances (bruit : appareil utilisé, heures d'utilisation, produits dangereux : protection, récupération, gêne des riverains, etc..) et pollutions diverses,
- les moyens mis en œuvre permettant de limiter les consommations d'énergies (eaux, électricité, carburants, consommables,...).
- la charte de chantier propre acceptée sans modification, datée et signée en dernière page.

4) Le planning prévisionnel d'exécution détaillé proposé par le candidat :

Le planning détaillé des phases de travaux du lot considéré devra être en cohérence avec le calendrier prévisionnel d'exécution recalé au présent DCE lot 4 - annexe n°2 du CCAP.

5) La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF) du candidat :

Afin de permettre une analyse qualitative de la DPGF du candidat par le MOE, le candidat utilisera le fichier informatique mis à sa disposition au DCE. La notation sera effectuée suivant remise de la DPGF selon le cadre informatique au format tableur du MOE remis au DCE et selon la qualité du document.

Ces documents seront analysés au regard de la pertinence et de la cohérence vis-à-vis de l'opération et du lot considéré.

REPARTITION DES POINTS PAR DOCUMENT :

1 – Mémoire technique :	50 points
- <i>moyens humains</i>	<i>10 points</i>
- <i>moyens matériels et techniques</i>	<i>10 points</i>
- <i>organisation du chantier</i>	<i>10 points</i>
- <i>sécurité du chantier</i>	<i>10 points</i>
- <i>fiches techniques détaillées</i>	<i>10 points</i>
2 – SOPAQ :	15 points
- <i>qualité encadrement</i>	<i>4 points</i>
- <i>organisation vis-à-vis qualité</i>	<i>4 points</i>
- <i>modalités contrôles internes et externes</i>	<i>4 points</i>
- <i>processus d'exécution</i>	<i>3 points</i>
3 – SOGED :	15 points
- <i>moyens humains et matériels</i>	<i>3 points</i>
- <i>profil du référent « chantier vert »</i>	<i>3 points</i>
- <i>organisation et contrôles</i>	<i>3 points</i>
- <i>plan spécifique du site</i>	<i>3 points</i>
- <i>dispositions diminution nuisances</i>	<i>3 points</i>
4 – PLANNING PREVISIONNEL D'EXECUTION :	10 points
- <i>durée chantier du lot et cohérence avec planning OPC</i>	
5 – D.P.G.F. :	10 points
- <i>utilisation du cadre fourni</i>	<i>5 points</i>
- <i>qualité et cohérence du document</i>	<i>5 points</i>

7.2 - Classement final

La note finale de chaque soumissionnaire sera constituée par l'addition des différentes notes obtenues pour chaque critère de jugement affectées des coefficients de pondération définis à l'article 8.1 ci-avant. Le jugement sera effectué dans les conditions prévues par le cadre des marchés publics. Les valeurs seront arrondies à deux décimales. L'offre du candidat ayant obtenu le plus de points sera retenu comme l'offre la plus avantageuse.

Article 8	NEGOCIATION
------------------	--------------------

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation ou de négocier avec les soumissionnaires dont la candidature et l'offre seront jugées conformes.

Article 9	MISE AU POINT DU MARCHÉ
------------------	--------------------------------

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans la décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF), le soumissionnaire peut être interrogé avant le jugement de l'offre.

Si l'erreur matérielle est confirmée, il lui est demandé, en dehors de toute négociation, de régulariser son offre conformément à l'article 59.I du DRMP.

Dans l'hypothèse d'une modification de la DPGF par le soumissionnaire, le prix global et forfaitaire proposé n'est pas corrigé. Si le soumissionnaire devient attributaire du marché, la DPGF peut être mise en conformité dans le cadre d'une mise au point du marché avant signature.

Article 10	FIN DE PROCEDURE
-------------------	-------------------------

Le pouvoir adjudicateur peut ne pas donner suite à la consultation pour un motif d'intérêt général.

Article 11	DELAIS ET VOIES DE RECOURS
-------------------	-----------------------------------

Instance chargée des procédures de recours

Tribunal administratif de Fort de France - Martinique

Service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours

Tribunal administratif de Fort de France - Martinique

Organe chargé des procédures de médiation

Le médiateur des marchés publics – Ministère chargé du redressement productif


Télédoc 151 - 139, rue de Bercy - F-75012 Paris.

E-mail : mediateur.marches-publics@finances.gouv.fr

Téléphone (+33) 1.40.04.04.04 - Télécopie : (+33) 1.55.35.24.25

A Fort de France, le 06 février 2018

Le représentant du pouvoir adjudicateur

Pour le Préfet et par délégation
le Chef du Service
Administratif et Technique

Corinne VERRECCHIA-BLANCHARD

Maître d'ouvrage : MINISTERE DE L'INTERIEUR - PREFECTURE DE LA REGION MARTINIQUE Conducteur d'Opération : Direction d'Infrastructure de la Défense de Fort-de-France		
Opération : CONSTRUCTION DU NOUVEL HOTEL DE POLICE DE FORT-DE-FRANCE Bld du Général de Gaulle - 97000 - FORT-DE-FRANCE		
Maîtrise d'oeuvre : François MONNET - Gilles LE DRIAN - SCPA Dervain-Van The - architectes 68 rue Hoche, 93170 BAGNOLET - Tél : 01 43 62 64 22 - Fax : 01 72 71 84 49 Mobiles : MONNET : 06 71 57 59 12 / 06 96 34 56 09 / LE DRIAN : 06 08 53 66 18 332 Le Vieux Moulin de Didier 97200 FORT-DE-FRANCE - Tél 0596 64 84 85 Fax 0596 64 69 56 OTEIS: Bureau d'études 140 Boulevard Malesherbes, 75017 Paris - Tél : 01 56 69 19 40 CETE Ingénierie Résidence Morne Vannier – Eole 2 - 97200 FORT DE FRANCE - Tel 0596 60 99 17 - Fax 0596 63 77 29 Geoff ROOKE consultant parasismique Le Bas Lin, 44119 TREILLIERES - Tél/Fax : 02 51 82 62 48		
<div style="display: flex; justify-content: space-between; align-items: center;"> <div style="flex: 1;"> PHASE : DCE </div> <div style="flex: 0.5; text-align: right;"> ind : g- 04/02/2018 </div> </div>		
NOMENCLATURE DU NOUVEAU DOSSIER DE CONSULTATION RELANCE POUR LE LOTS -4		
Indice :	Date	Nature
-	22/10/14	Document initial, provisoire
a	15/01/15	Mise à jour et prise en compte partielle des remarques COP décision N°7
b	24/01/15	Mise à jour intermédiaire
c	03/02/15	Mise à jour DCE
d	23/03/15	Mise DCE
e	25/03/15	Mise à jour finale DCE
f	27/07/15	Mise à jour pour nouvelle consultation
g	04/02/18	Mise à jour relance consultation
N° DOS SIER	DESIGNATION	
1	PIECES ADMINISTRATIVES	
1.1	LETTRE CONSULTATION relance lot 4	
1.2	REGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)	
1.3	Annexe 1 AU RC : NOMENCLATURE DU DOSSIER DE CONSULTATION	
1.4	Annexe 2 AU RC : ATTESTATION DE MISE A DISPOSITION	
1.5	IMPRIME ATTRI1-VALANT ACTE D'ENGAGEMENT (A.E.)	LOT 4 REVETEMENTS
1.6	CAHIER DES CLAUSE ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)	
1.7	ANNEXE 1 AU CCAP : NOMENCLATURE DU DOSSIER DE CONSULTATION	
1.8	Annexe 2 AU CCAP : CALENDRIER PREVISIONNEL D'EXECUTION RECALÉ AU PRÉSENT DCE LOT 4	

	PIECES TECHNIQUES ECRITES		
2	CCTP - DPGF		
	LOT N°	Ind	DESIGNATION
2.1	4	F	CCTP N°0 COMMUN A TOUS LES LOTS
2.2	4		REVETEMENTS CCTP - CADRE DE DPGF
	4.1	b	REVETEMENTS DE SOLS SOUPLES CCTP - CADRE DE DPGF A COMPLETER (1)
	4.2	b	PEINTURE - REVETEMENTS MURAUX CCTP - CADRE DE DPGF A COMPLETER (1)
	4.3	b	REVETEMENTS CARRELES CCTP - CADRE DE DPGF A COMPLETER (1)
			ANNEXES AU CCTP N°0
2.3		a	TABLEAU DES SURFACES
2.4		c	TABLEAUX DES FINITIONS
			2.4.1 SOLS
			2.4.2 MURS ET PLAFONDS
2.5		-	NOTICE DE CONTINUITE DE FONCTIONNEMENT APRES SEISME
	(1) CADRE DE DPGF en correspondance avec le CCTP		
3	ANNEXES AUX PIECES TECHNIQUES		
3.1	NOTICE ENVIRONNEMENTALE		
	3.10		NOTICE ENVIRONNEMENTALE
	3.11		ANNEXE 1 : CHARTE CHANTIER PROPRE
3.2	ETUDES THERMIQUES		
	3.21		SIMULATION THERMIQUE DYNAMIQUE
	3.22		ETUDE THERMIQUE RTM
3.3	DOSSIER DE SECURITE INCENDIE		
	3.31	i	NOTICE DE SECURITE INCENDIE
	3.32	-	PLANS DE SECURITE INCENDIE
	3.33	c	CAHIER DES CHARGES FONCTIONNEL SSI
	3.34	c	PLANS DE ZONES SSI
	3.35	-	ETUDE DU COMPORTEMENT AU FEU DU PARC DE STATIONNEMENT LARGEMENT VENTILE (PSLV)
3.4	NOTICE D'ACCESSIBILITE		
3.5	NOTICE ACOUSTIQUE		
3.6	PGCSPS		
3.7	RICT DU BUREAU DE CONTRÔLE		
3.8	HYPOTHESES CALCULS-180316		
3.9	CHARGES EXPLOITATIONS LOCAUX		

4	PLANS ARCHITECTURAUX		PDF
4.1	PLANS GENERAUX		
	500	b	500-b-PL-MASS-151216
	502-1	p	R0-171102
	502-2	p	R0-ACCES FELIX EBOUE-171102
	503	h	R1-170722
	504	h	R2-170722
	505	i	505-i-R3-171030
	506	i	506-i-R4-170728
	507	h	507-h-TOIT-171014
	507-2	f	TOIT-IMPOSTES GYM-170717
	508	f	P1-P2-280417
	509	f	P3-P4-280417
	510	f	P5-TOIT-280417
	511	e	FAC-CDG-EBOUE-231017 COUPE 1 - FACADE N-O - Rue Félix Eboué
	512	e	FAC-CP-MATOUBA-280417 FAÇADE S-O - rue Jacques Cazotte
	513	g	FAC-CP-2-3-11-280417
	514	d	FAC-CP-4-5-5'-EBOUE-280417
	515	d	FAC-CP-6-7-8-9-280417
	516	d	CP10-280417
	540	b	CARNET-REVELLEMENTS-180110
5	PIECES ADMINISTRATIVES A COMPLETER PAR LES ENTREPRISES CANDIDATES		
5.1	Cadre de DPGF à compléter		format tableur (xlsx) - lot 4
5.2	Récapitulatif du dossier d'offre (moyens, références, qualifications , récapitulatif des prestations		format tableur (xlsx)
6	PLANS ARCHITECTURAUX		DWG

**Opérateur (Sous-traitant potentiel) présenté à l'appui
d'une candidature à un marché public
Attestation de mise à disposition**

**Article 50 du décret n° 2016-360 du 25/03/2016 relatif
aux marchés publics**

Annexe 2
au RC

Article 50 (extrait)

Si le candidat s'appuie sur les capacités d'autres opérateurs économiques, il justifie des capacités de ce ou ces opérateurs économiques et apporte la preuve qu'il en disposera pour l'exécution du marché public. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié.

Projet n° XXXX

Construction du nouvel hôtel de police de Fort de France

Lot 4 : Revêtements

Consultation suite à résiliation du marché initial

DECLARATION du sous traitant potentiel

Je soussigné,

agissant en qualité de (propriétaire, PDG, gérant) de l'Entreprise ci-après (raison sociale, adresse)

.....
.....
.....

En qualité de sous traitant potentiel de l'entreprise / du groupement :déclare sur l'honneur m'engager à mettre à la disposition de l'entreprise désignée comme candidate à un marché public, et en cas d'obtention dudit marché :

- ☐ mes capacités techniques
(moyens matériels et humains à préciser)
- ☐ mes capacités financières
(chiffre d'affaires des trois dernières années
avec indication pourcentages des prestations similaires à celles concernées)
- ☐ mes capacités professionnelles
(références de prestations équivalentes, certificats Qualibat, ou équivalent,)

Entreprise Candidate au Marché Public
Cachet, date et signature

Sous traitant potentiel
Cachet, date et signature

Important :

- Un candidat qui n'aurait pas déclaré dans son offre (seconde enveloppe) le/les sous traitant(s) lui ayant permis - au stade des candidatures - de justifier de capacités professionnelles, techniques et financières serait éliminé.
- Dans tous les cas fournir une note sommaire de présentation du sous traitant potentiel (Tph, Télécopie, R CS, personnels)
- Seule les déclarations portant les signatures originales de l'entreprise candidate et du sous traitant potentiel sont valides.

